

Le Burundi abrite des manœuvres militaires conjointes pour la "stabilité" de l'EAC

PANA, 15 octobre 2014 Bujumbura, Burundi - Près de 2.000 soldats en provenance des pays membres de la Communauté est-africaine (CEA/EAC, East african community) ont entamé, lundi, des manœuvres militaires conjointes dans le cadre d'une politique sécuritaire commune de prévention contre la déstabilisation de la paix et la sécurité de cet ensemble sous-régional de libre échange, a-t-on appris de sources proches de l'état-major général de la Force de défense nationale et des anciens combattants à Bujumbura.

Des policiers ont également associé aux exercices qui dureront jusqu'au 24 octobre prochain, respectivement la province de Mwaro, au Centre du Burundi et celle de Bubanza, plus au nord-ouest du pays, selon le porte-parole de la Force de défense nationale et des anciens combattants, le colonel Gaspard Baratuza. Les cinq pays membres de l'EAC sont le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya. Il s'agit d'une première pour ce jeune régional dans lequel des pays comme le Burundi et le Rwanda n'ont officiellement admis qu'en 2007. Les membres sont réputés pour leurs armées "fortes" et "professionnelles" qui sont fréquemment sollicitées pour des missions de maintien de la paix des Nations Unies à l'étranger. Le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya collaborent dans des missions de maintien de la paix, comme en Somalie et au Sud-Soudan. Ces interventions dans des missions de maintien de la paix ont déjà valu à l'Ouganda, une attaque terroriste meurtrière à Kampala et des menaces pour le Burundi de la part des insurgés islamistes somaliens (El Shebaab). La Tanzanie, quant à elle, excelle plutôt dans le voisinage de l'EAC, comme au sein d'une Brigade des Nations Unies basée sur le territoire de la République démocratique du Congo (RDC). La Brigade a défait, vers la fin de l'année dernière, la rébellion du "M23" qui menaçait de scission, l'Est de la République démocratique du Congo. Des rencontres à différents niveaux civils sont plus fréquentes et visent à accélérer l'intégration politique et monétaire à moyen terme de ces pays qui comptent plusieurs millions de consommateurs potentiels jouissant de facilités douanières et tarifaires au niveau de la circulation des personnes et des biens.